Analyse de l'environnement

Nouvelle-Écosse

Printemps 2017

POINTS SAILLANTS

- Après un début plutôt lent en 2016, la croissance économique mondiale s'est renforcée au cours de la deuxième moitié de l'année, et l'on s'attend à voir d'autres améliorations en 2017 et 2018.
- Les États-Unis ont enregistré des gains notables en matière d'emploi et une reprise de la croissance des salaires, ce qui a contribué à relancer l'optimisme des consommateurs et la demande de logements. La croissance économique devrait se renforcer davantage dans un contexte marqué par la grande incertitude entourant des mesures potentiellement audacieuses en matière de réforme fiscale, de politique fiscale et d'accords commerciaux.
- La croissance économique au Canada a connu une forte reprise au cours du deuxième semestre de 2016, ce qui fait suite à une faible performance au début de l'année. La Banque du Canada prévoit que la croissance du PIB réel au Canada s'accélérera en 2017 et 2018, bien que cette perspective comporte une part d'incertitude en ce qui concerne la politique à l'échelle mondiale.
- La Nouvelle-Écosse est en bonne voie pour connaître la plus forte croissance de son PIB réel an depuis 2010. Cette prévision est étayée par l'augmentation de la production du secteur de la fabrication, les sommets atteints par les investissements dans des projets majeurs et la croissance des dépenses des ménages. On devrait également enregistrer une croissance stable et modeste du PIB réel en 2017 et 2018.
- La population de la Nouvelle-Écosse a augmenté en 2016 à son rythme le plus rapide depuis 25 ans; cela s'explique par le nombre record de migrants venus de l'étranger. La croissance de la population au cours des prochaines années devrait être supérieure à la moyenne, ce qui pourrait aider à ralentir ou à retarder la tendance observée récemment quant au déclin de la population active.
- Un marché du travail relativement stable en 2016 a permis d'obtenir un taux de chômage bas dans toutes les régions de la Nouvelle-Écosse. Toutefois, la province connaît toujours un faible volume d'embauches, et la croissance de l'emploi est majoritairement circonscrite à Halifax. La région de la vallée de l'Annapolis a constitué l'exception en 2016, car on y a enregistré 1 200 emplois de plus au cours de l'année.

APERÇU GÉNÉRAL ET CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale : *L'activité économique mondiale reste en berne et l'on s'attend à une reprise inégale et peu importante dans les économies avancées*

Les conditions économiques mondiales semblent s'être renforcées au cours du deuxième semestre de 2016, après un lent début d'année où l'activité économique n'a pas été à la hauteur des espérances. On prévoit maintenant que la croissance du PIB réel devrait être juste un peu au-dessous de 3 % en 2016, ce qui serait légèrement inférieur à celle de 2015. Le redressement du milieu de l'année est en partie dû à une reprise de la production du secteur de la fabrication et à une reprise plus générale de la croissance dans les économies avancées. Entre-temps, la zone euro semble avoir évité toutes les conséquences économiques résultant du vote des citoyens du Royaume-Uni visant à quitter l'Union européenne. Quoi qu'il en soit, les perspectives de croissance dans la plupart des pays européens se situent sous les taux historiques et restent nuancées par des préoccupations persistantes d'instabilité accrue en lien avec la hausse du protectionnisme et des niveaux d'endettement élevés.

Projection pour une croissance économique mondiale

	Projection de croissance (en %)		
	2016	**2017**	**2018**
États-Unis	1,6 (1,5)	2,2 (2,1)	2,3 (2,0)
Reste du monde	1,6 (1,6)	1,3 (1,3)	1,5 (1,5)
Chine	6,6 (6,5)	6,3 (6,4)	6,4 (6,3)
Pays importateurs de pétrole (économies de marché émergentes)	3,3 (3,4)	3,6 (3,8)	4,4 (4,3)
Zone euro	1,0 (0,9)	2,1 (1,9)	3,0 (3,0)
Monde	2,9 (2,8)	3,2 (3,2)	3,6 (3,5)

Sources : Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire, janvier 2017*

Les nombres entre parenthèses sont des projections utilisées dans le précédent Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada (octobre 2016).

L'économie des États-Unis s'est fortement redressée après la faiblesse du premier semestre de 2016. La poussée récente de la confiance des consommateurs et des entreprises incite à aller de l'avant. Pendant ce temps, les investisseurs manifestent un optimisme accru, particulièrement depuis le dénouement de l'élection américaine et la promesse de mesures fiscales supplémentaires (y compris des baisses d'impôt) et des réformes en matière de politique commerciale de l'administration Trump. Le marché du travail continue de se redresser, le taux de chômage se situant maintenant sous le seuil de 5 % et la croissance des salaires commençant à accélérer. Les sommes d'argent supplémentaires reçues par les consommateurs ont aidé à stimuler les ventes au détail et la demande de nouvelles habitations. Malgré une augmentation des taux hypothécaires depuis l'élection américaine, les mises en chantier au cours du dernier trimestre de 2016 ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le début de la récession économique mondiale de 2008. Les pressions

inflationnistes croissantes pourraient mener à d'autres hausses des taux d'intérêt aux États-Unis en 2017, ce qui pourrait exercer une pression supplémentaire à la baisse sur le dollar canadien. Cela devrait être partiellement compensé par une augmentation du prix du pétrole, qui devrait toutefois demeurer assez stable à environ 55 $ par baril, ce qui demeure très éloigné des 100 $ par baril observés en 2014.

Selon les perspectives les plus récentes de la Banque du Canada en date de janvier 2017, la croissance du PIB réel aux États-Unis devrait être meilleure en 2017 (+2,2 %) et 2018 (+2,3 %), après une année 2016 décevante (+1,6 %). L'économie mondiale devrait également connaître une croissance économique plus forte au cours des deux prochaines années. Il convient toutefois de faire preuve d'une certaine prudence étant donné que les perspectives de la plupart des grands prévisionnistes sont teintées d'une incertitude importante en grande partie liée aux mesures de politique non connues de la nouvelle administration américaine et à la nature de leur incidence sur les relations internationales et les flux commerciaux mondiaux.

Canada : *L'activité économique reprend doucement*

À la suite du faible rendement du premier semestre de 2016 qui reflétait en partie les perturbations provoquées par les feux de forêt en Alberta, la croissance économique est nettement repartie au cours du deuxième semestre. La Banque du Canada prévoit une croissance du PIB réel au Canada se renforçant de 1,3 % en 2016 à 2,1 % en 2017 et 2018.

L'activité dans le secteur des services a été relativement bonne et devrait demeurer la principale source de croissance à moyen terme. Néanmoins, le secteur des biens, qui a été durement touché par l'effondrement des prix des produits de base et les défis en matière de compétitivité, a recommencé à croître après deux ans de déclin presque constant.

La faible augmentation des exportations et de l'investissement sera appuyée par une augmentation de la demande extérieure, mais l'incertitude demeure en raison de la position de la nouvelle administration américaine au sujet d'importants accords commerciaux, tels que l'ALENA. Même si le Canada ne semble pas constituer la cible première de la renégociation de l'accord, de nouvelles barrières commerciales pourraient causer des dommages collatéraux. Bien qu'une plus forte croissance économique au sud de la frontière soit positive, l'appréciation récente du huard par rapport à la devise américaine limitera la contribution nette des échanges commerciaux à la croissance globale.

Les dépenses des ménages, soutenues de manière stable, quoique modérée par la progression des emplois et les faibles taux d'intérêt, devraient être les principaux facteurs contribuant à la croissance en 2017. Toutefois, les niveaux d'endettement élevés des ménages pourraient finir par exercer un début d'effet sur la consommation, en particulier si les coûts d'emprunt augmentent plus vite que prévu. À ce stade cependant, la Banque du Canada devrait maintenir les taux d'intérêt aux niveaux actuels jusqu'au printemps 2018. Sinon, les dépenses de relance du gouvernement devraient apporter un soutien à la croissance économique en 2017 et 2018. Puisque le prix des produits de base remonte graduellement, le frein constant exercé par l'investissement des entreprises devrait diminuer de façon importante en 2017, et des effets positifs sont prévus en 2018. La possibilité d'importantes réductions de l'impôt sur le revenu des entreprises et des particuliers aux États-Unis pourrait cependant déboucher sur la dégradation de la compétitivité du Canada et pousser les entreprises à investir aux États-Unis plutôt qu'au Canada.

Nouvelle-Écosse : *La province devrait connaître la croissance la plus forte des six dernières années*

L'économie de la province a enregistré certaines améliorations modestes en 2016 et est en bonne voie de connaître l'année où la croissance du PIB réel est la plus forte depuis 2010. Une stimulation des ventes au détail a soutenu la croissance, car les consommateurs ont augmenté leurs dépenses sur des articles tels que les véhicules motorisés et les matériaux de construction. Cela survient malgré la diminution des emplois à temps plein et le ralentissement de la croissance des salaires et des traitements au cours de l'année. Les entreprises ont également augmenté leurs dépenses en capital, matériel et machines, atteignant des niveaux qu'on n'avait pas observés depuis 2011. Un contexte de faibles taux d'intérêt et d'apogée de l'activité des grands projets est susceptible de contribuer à la hausse du niveau des investissements. Des projets de grande envergure, comme le Nova Centre, le projet de transport d'énergie Maritime Link et le programme de forage en mer de Shell, ont été actifs au cours de l'année, bien qu'on s'attende à ce qu'ils ralentissent et contribuent à une diminution de 7 % des investissements globaux dans des projets majeurs en 2017 (selon le Conseil économique des provinces de l'Atlantique).

À la lumière des restructurations d'entreprises et des réductions d'effectifs importantes au cours de la dernière décennie dans la plus grande partie du secteur de la fabrication de la province, l'activité depuis 2015 a été meilleure en raison du redressement de l'économie américaine, des frais de livraison bon marché et d'une faible appréciation du dollar canadien. Le secteur a affiché une légère reprise de la production, bien qu'elle n'ait pas été aussi solide que ce qui était initialement prévu. La valeur des expéditions (+9 %) et celle des exportations à l'extérieur de la province (+4 %) ont augmenté depuis 2014, soutenues par une croissance solide des produits du bois, de produits de la mer et des pneus. Les autres secteurs de la fabrication et de la transformation rencontrent toujours des difficultés avec les bas prix sur le marché, une rude concurrence et des pressions visant à regrouper leurs activités. Quelques fermetures d'anciennes entreprises de transformation des aliments ont eu lieu dans la région de la vallée de l'Annapolis en 2016, tandis que le ralentissement économique de la production décroissante se poursuivait dans les deux gisements pétroliers en mer de la province. Ce mélange de résultats à l'échelle du secteur des biens a retardé la création d'emplois malgré des conditions externes favorables.

À l'avenir, toute croissance de l'emploi dans les secteurs de la fabrication et du soutien sera fonction non seulement des conditions économiques et de l'élargissement vers de nouveaux marchés, mais aussi des renégociations des accords de libre-échange. À l'heure actuelle, il semble probable qu'un grand nombre de provinces canadiennes subira une certaine forme de sanctions américaines, telles que des droits compensateurs ou des quotas sur les exportations des produits du bois d'œuvre vers le marché américain. Bien que la Nouvelle-Écosse semble moins susceptible de voir des sanctions imposées sur ses exportations compte tenu de son historique de faibles subventions gouvernementales, le secteur de la foresterie et des produits du bois risque toujours d'être touché d'autres façons, notamment par l'intermédiaire de l'arrivée de bois d'œuvre au prix concurrentiel provenant d'autres provinces dans lesquelles les usines réagissent aux sanctions et changements du marché en évolution.

L'excellente année 2015 pour l'investissement résidentiel ne s'est pas reproduite en 2016, et les perspectives pour les années à venir laissent présager un affaiblissement plus important. La construction de bâtiments à logements multiples à Halifax est revenue à des niveaux plus habituels en 2015, alors que la construction de logements individuels semble s'être rétablie, quoique pas suffisamment pour compenser la diminution des

investissements dans d'autres secteurs. Le marché immobilier à Halifax s'est ralenti au cours des dernières années, connaissant un surplus de maisons non vendues et de prix stagnants. La faiblesse de l'économie et des conditions du marché du travail expliquent en grande partie cette situation, en plus des modifications apportées aux règles de financement hypothécaire et des changements démographiques.

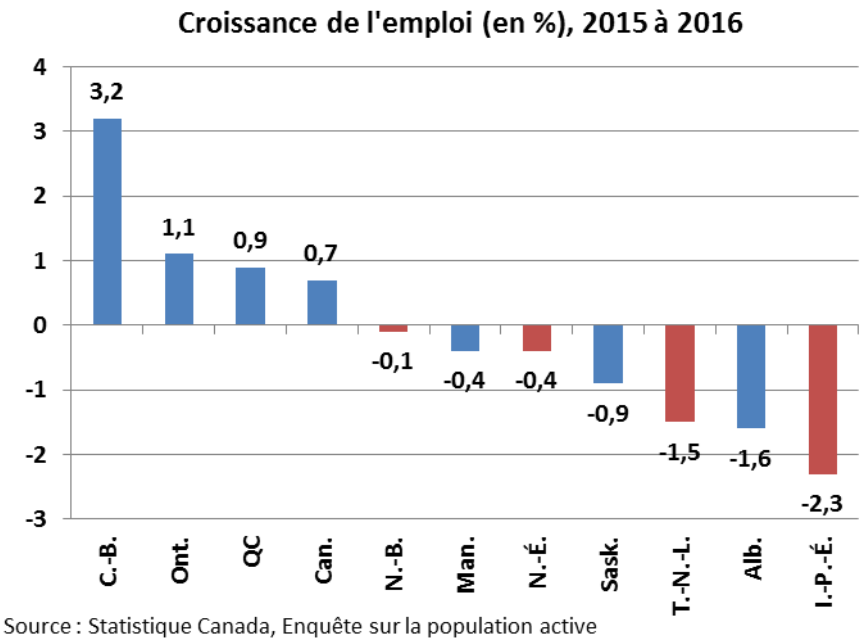
En 2016, la population de la province a augmenté à son rythme le plus rapide depuis 25 ans, soit une augmentation de 6 100 personnes. Cette situation a en grande partie résulté de la hausse de la migration internationale, et dans une moindre mesure d'une émigration plus faible vers d'autres provinces (influencée par la faiblesse de l'activité économique dans l'Ouest canadien). Il s'agit d'une année exceptionnelle tant en ce qui concerne le nombre d'immigrants (5 390) que de résidents temporaires (2 795) qui sont arrivés en Nouvelle-Écosse. On devrait également observer une population plus nombreuse au cours des prochaines années, à la suite d'admissions plus importantes de migrants internationaux au titre du programme des candidats des provinces et d'un nouveau projet pilote d'immigration au Canada atlantique. Bien qu'une population plus nombreuse soit généralement perçue d'une manière positive, le degré auquel cela profitera aux communautés rurales de la province en déclin demeure inconnu, dans la mesure où ces nouveaux habitants résident en majorité à Halifax.

Lorsque toutes les variables ayant une incidence sur l'économie sont prises en compte, comme le font les principaux prévisionnistes, les perspectives laissent penser que la croissance du PIB réel de la Nouvelle-Écosse sera faible en 2017 (+1,1 %) et 2018 (+1,2 %). Cela devrait également permettre de créer des emplois supplémentaires. Cependant, si l'avis général en matière de croissance de l'emploi se vérifie, avec seulement un peu plus de 2 600 nouveaux emplois en deux ans, le nombre de personnes employées sera toujours inférieur de près de 9 000 personnes par rapport au niveau le plus élevé observé en 2012.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Canada : *Le marché du travail résiste malgré la faiblesse de l'économie*

Les conditions du marché du travail se sont détériorées quelque peu en 2016, en partie à cause de la chute des prix des produits de base. Bien que 130 000 nouveaux emplois aient été créés l'année dernière, plus de 80 000 d'entre eux étaient des emplois à temps partiel. L'augmentation de la transition vers des emplois à temps partiel s'est intensifiée lors des derniers mois de l'année. De façon plus générale, le rythme moyen d'accroissement des emplois au cours des deux dernières années connaît une baisse marquée par rapport à celui constaté avant la récession. En 2016, les pertes d'emplois de l'année étaient concentrées dans les provinces confrontées à la plus grande exposition à la chute des prix des produits de base plus tôt dans l'année, comme l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. Sinon, à l'exception de la Colombie-Britannique, la croissance de l'emploi a été relativement faible dans l'ensemble des autres provinces. Le taux de chômage se situant à environ 7 % au cours des quatre dernières années, est demeuré le même dans les grandes lignes en 2016 grâce à une augmentation plus importante de la population active. Le taux de participation, cependant, a reculé en 2016 et a connu une tendance à la baisse bien établie depuis le début de la récession. En effet, depuis 2008, ce dernier a diminué de façon importante en passant de 67,5 % à 65,7 % et devrait diminuer davantage au cours de la période étudiée.



La plus grande partie de la croissance de l'emploi a concerné les travailleurs les plus âgés (55 ans et plus), une tendance solidement ancrée depuis le début de la reprise en 2009. La part croissante des emplois des personnes appartenant aux classes d'âge les plus âgées, lesquelles pourraient avoir une plus forte propension à travailler moins d'heures, pourrait expliquer la transition vers le travail à temps partiel. En comparaison, l'emploi dans le principal groupe en âge de travailler (25 à 54 ans) a augmenté de seulement 0,2 % (soit 26 700 emplois supplémentaires), alors qu'il a connu une légère baisse chez les travailleurs plus jeunes (15 à 24 ans) (-0,2 %, soit 5 100 personnes de moins). Comparativement à l'année précédente, le secteur de la production de services a généré plus de 295 000 emplois en 2015, tandis que le secteur de la production de biens a connu des pertes d'emploi principalement en raison du déclin de 5,7 % des emplois (soit 17 700 emplois) dans l'industrie de l'exploitation minière, de l'exploitation des carrières et de l'extraction pétrolière et gazière.

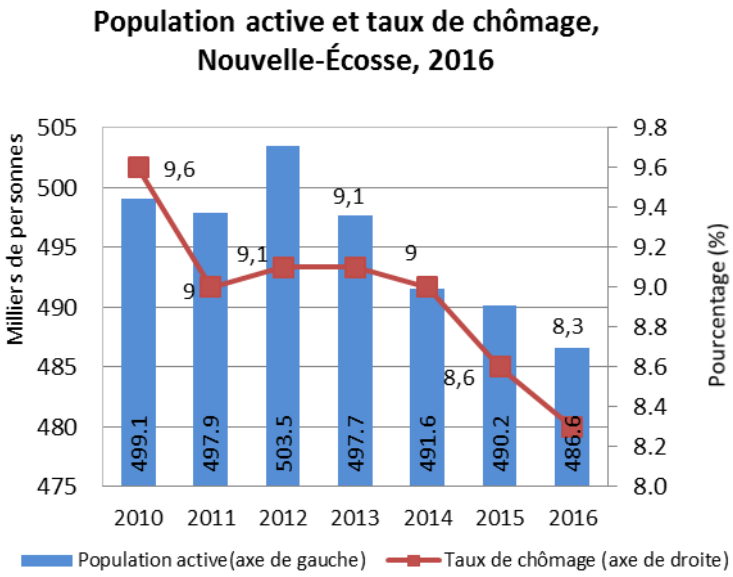
Nouvelle-Écosse : *La population supplémentaire en âge de travailler en 2016 ne pourrait pas inverser la tendance à la diminution de la population active*

La population active de la province a diminué pour la quatrième année consécutive en 2016, ce qui porte le volume total de baisse de celle-ci à 17 000 personnes depuis 2012. Le déclin en 2016 survient malgré une année exceptionnelle pour la migration internationale et une hausse globale de la population en âge de travailler de 3 200 personnes. À première vue, la croissance de la population semble encourageante, si l'on tient compte des défis démographiques que rencontre la population active de la province. Cependant, la hausse de la population a principalement concerné les personnes âgées de 55 ans et plus, dont la participation à la population active est en général plus faible. Le nombre de personnes âgées de 15 à 54 ans a diminué de 4 300 (-0,9 %) en 2016, puisant de façon presque égale dans la population active et inactive.

Se situant à 8,3 % en 2016, le taux de chômage de la province a baissé pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2008. Ce changement a été partiellement influencé par la baisse du chômage chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), dont le taux de chômage a diminué de 3,7 points de pourcentage depuis 2012. Cette nouvelle n'est toutefois pas aussi positive qu'il y paraît. Le nombre de jeunes dans la population active a diminué, ainsi que le nombre de travailleurs, qui a diminué de 3 600 depuis 2012.

L'emploi global a fléchi de 1 900 personnes en 2016 en Nouvelle-Écosse, pour n'atteindre qu'à peine plus de 446 000 personnes. Il s'agit du taux d'emploi annuel le plus faible depuis 2006. En 2016, les pertes d'emploi ont

principalement concerné les postes à temps plein, tandis que des postes à temps partiel étaient créés ou ont dans certains cas été le fruit de la réduction des heures de travail.



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Les tendances à l'échelle sectorielle fournissent un aperçu supplémentaire sur les changements qui surviennent et leurs répercussions. Le secteur des soins de santé et de l'aide sociale faisait partie des secteurs enregistrant la croissance la plus rapide dans la province jusqu'en 2012, lorsque la croissance a stagné. L'augmentation des embauches en 2015 et en 2016 a soutenu une croissance solide de 8,2 %, ce qui représente 5 800 nouveaux emplois depuis 2014. Le secteur classé sous l'appellation « Autres services » a également vu ses emplois augmenter en 2016, avec 2 300 nouveaux emplois, principalement dans le sous-secteur de la réparation et de l'entretien. Un secteur de la fabrication plus actif, qui nécessite des services de réparation de machines et de matériel, a probablement contribué à cette croissance, en plus des fortes ventes d'automobiles au cours des dernières années. Plusieurs secteurs ont perdu des emplois au cours de 2016, y compris les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (-2 800) et la construction (-800). De plus, malgré certaines indications du caractère actif du secteur du tourisme, l'emploi dans le secteur de l'hébergement et de la restauration a chuté pendant deux années consécutives, avec une perte de 2 600 emplois (-8 %) depuis 2014. L'emploi a également diminué dans le secteur de l'information, de la culture et des loisirs au cours des deux dernières années, avec une perte de 2 900 emplois depuis 2014.

La province a connu une baisse significative de l'emploi dans le secteur de la fabrication au cours de la dernière décennie, même si ce secteur comportait plus d'emplois en 2016 que l'année précédente. Les prévisionnistes attendaient une reprise dans le secteur de la fabrication qui aurait été liée à un renforcement de l'économie mondiale et à un dollar canadien faible. Les domaines en croissance dans le secteur de la fabrication en Nouvelle-Écosse étaient liés à de grands projets industriels, comme le contrat fédéral de construction navale, et la croissance dans le secteur des produits du bois et dans celui de la fabrication d'aliments et de boissons. Ce dernier secteur a fait l'objet de plusieurs annonces récentes d'ouvertures et d'agrandissements de microbrasseries et de distilleries.

La croissance des salaires a quelque peu ralenti en Nouvelle-Écosse en 2016. Le salaire horaire médian a augmenté de 2,4 % pour l'année, ce qui se situe légèrement en dessous du taux annuel moyen de 3,0 % au cours des dix dernières années. Les salaires des employés non syndiqués ont augmenté à un rythme supérieur à ceux des employés syndiqués au cours de cette période. Les salaires des jeunes actifs et des femmes ont affiché l'amélioration la plus importante au cours des dix dernières années. Dans chaque province canadienne, la croissance du salaire médian a été inférieure en 2016 par rapport à la croissance moyenne des salaires au cours des dix dernières années. La Saskatchewan a enregistré la plus forte augmentation avec une hausse 3,5 %

en 2016, qui reste inférieure à la croissance moyenne sur dix ans de 4 %. Terre-Neuve-et-Labrador a été la seule province à connaître une véritable baisse de son taux horaire médian global en 2016 (-2,9 %).

Régions économiques : *La vallée de l'Annapolis et Halifax ont enregistré des améliorations du marché du travail en 2016*

Le rendement du marché du travail était différent entre les régions économiques de la Nouvelle-Écosse ces dernières années, et l'année 2016 n'a pas fait exception. Avec une croissance de l'emploi relativement stable et un taux de chômage relativement faible, Halifax s'est en général démarquée comme possédant un marché du travail fort. En revanche, toutes les autres régions de la province ont enregistré une baisse de la population et une diminution de l'emploi ces dix dernières années. La plus grande baisse de l'emploi au cours de la période de 2006 à 2016 a été enregistrée au Cap-Breton et dans la région du sud, avec des taux annuels moyens de -1,4 % et de -1,0 %, respectivement. Les seuls secteurs à avoir enregistré une croissance annuelle moyenne des emplois au cours de cette période au Cap-Breton ont été le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (+5,8 %), celui des soins de santé et de l'aide sociale (+0,7 %) et celui de l'information, de la culture et des loisirs (+0,1 %). Bien que la région du sud dispose d'une liste plus longue de secteurs en croissance, elle n'a pas réussi à compenser l'incidence des importantes baisses de l'emploi observées depuis 2006 dans les secteurs du commerce de gros et de détail (-1 700 emplois), de la fabrication (-1 700 emplois) et de la foresterie, de la pêche, des mines, du pétrole et du gaz (-1 100 emplois).

Région économique	Nombre de personnes occupées			Variation annuelle moyenne (en %),	Changement d'une année à l'autre (en %),
	2006	2015	2016	2006 à 2016	2015 à 2016
Nouvelle-Écosse	441 100	448 100	446 200	0.10%	-0.40%
Cape-Breton	55 100	49 800	48 000	-1.40%	-3.60%
Côte-Nord	72 700	70 800	68 600	-0.60%	-3.10%
Annapolis Valley	55 500	54 200	55 400	0.00%	2.20%
Sud	52 900	49 300	48 000	-1.00%	-2.60%
Halifax	204 900	224 100	226 100	1.00%	0.90%
Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active					

L'emploi dans la région économique de la vallée de l'Annapolis a également suivi une tendance à la baisse. En 2016, cependant, 1 200 emplois supplémentaires y ont été créés. Le niveau du chômage a légèrement diminué, avec 200 personnes en moins au cours de l'année, en raison de l'augmentation du nombre d'emplois. La croissance de l'emploi dans la vallée de l'Annapolis a principalement concerné les secteurs de la production de services tels que le secteur du commerce en gros et de détail (+1 500 emplois) et de l'hébergement et de la restauration (+ 500 emplois). Environ 900 emplois supplémentaires dans le secteur de la fabrication ont contribué à amoindrir le déclin global de l'emploi dans le secteur de la production des biens, qui en a perdu 300 en 2016.

Halifax a connu une augmentation des emplois se chiffrant à 2 000, soit 0,9 %, en 2016, ce qui est inférieur au taux de croissance annuelle moyen de 1,0 % observé depuis 2006. En raison des emplois supplémentaires, le taux de chômage annuel de Halifax a diminué, passant de 6,3 % en 2015 à 6,1 % en 2016. Bien que la population en âge de travailler a augmenté de plus de 5 200 personnes au cours de l'année, la population active réelle n'a augmenté que de 1 600 personnes. Le secteur des soins de santé et de l'aide sociale et celui des services d'enseignement ont à eux deux ajouté 3 200 emplois au marché du travail en 2016, ce qui a contribué à stimuler l'emploi global dans le secteur de la production de services à Halifax avec 1 700 personnes supplémentaires. Le secteur de la production de biens a également enregistré une augmentation nette des emplois en raison de bons résultats en matière d'emplois dans le secteur de la construction et dans le secteur des ressources naturelles.

La région de la Côte-Nord a connu la plus grande détérioration du marché du travail sur douze mois des cinq régions économiques de la province. Elle a perdu 2 200 emplois au cours de la dernière année, tous à temps plein. Une diminution encore plus grande de la population active qui a fait baisser le nombre de chercheurs d'emploi a contribué à une légère baisse du taux de chômage à 8,9 % en 2016, ce qui représente le taux le plus bas que la région ait connu depuis 2008. Le secteur de la production de services a subi la majeure partie de la baisse de l'emploi puisque 1 800 emplois ont été perdus dans le secteur de l'hébergement et de la restauration et 1 700 dans le secteur du commerce de gros et de détail. Le secteur de la production de biens a vu son niveau d'emploi global progresser en raison de l'augmentation des emplois dans les secteurs de l'agriculture (+700), de la construction (+ 500) et de la foresterie, de la pêche, des mines, du pétrole et du gaz (+100).

PRINCIPAUX DÉFIS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA RÉGION DE L'ATLANTIC

Défi démographique

Le vieillissement de la population est plus rapide dans la région de l'Atlantique que dans le reste du Canada. Avec l'émigration, le vieillissement de la population devrait avoir des conséquences négatives sur le marché du travail et les finances publiques. Puisque l'ensemble de la classe d'âge des baby-boomers atteint l'âge de 65 ans, le vieillissement s'accélérera au Canada atlantique au cours des prochaines décennies. La gestion des régimes de retraite et des finances publiques en général deviendra plus difficile en raison du moins grand nombre de travailleurs et du plus grand nombre de retraités. Dans la région de l'Atlantique, le pourcentage des aînés vivants avec de faibles revenus s'élevait à 6 % en 1996. Depuis lors, la proportion a plus que triplé pour atteindre 21 % en 2014. Si cette tendance se maintient, comme un pourcentage plus élevé de la population atteint la classe d'âge des 65 ans et plus, il pourrait en résulter une augmentation des engagements en matière de dépense au titre de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du Supplément de revenu garanti (SRG).

Avec les taux de fécondité qui demeurent faibles et le déficit continu en matière de migration interprovinciale, la hausse prévue de la migration internationale constituera le principal facteur de croissance de la population dans la région. L'immigration au Canada atlantique a augmenté au cours des dernières années en raison de l'utilisation grandissante des programmes des candidats des provinces, et cette tendance devrait se poursuivre au cours des années à venir. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA) estime que le nombre

total des candidats des provinces au Canada atlantique pourrait atteindre 10 600 personnes par an, si les provinces utilisaient pleinement leurs dotations fédérales.

Incertitude commerciale

Les exportations internationales représentent une importante source de recettes pour la région de l'Atlantique, d'une valeur de près de 28 milliards de dollars en 2015. Un certain nombre de secteurs de la région ont réussi à profiter au cours des dernières années de conditions favorables aux exportations, à savoir la faiblesse du dollar canadien et le renforcement de l'économie des principaux partenaires commerciaux. Malgré cela, la région a connu une baisse de 25 % de la valeur de ses exportations internationales au cours des deux dernières années, principalement en raison de la baisse prolongée des prix des produits de base et de la réduction de la production dans les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles. Les répercussions sur la région ont été les plus considérables à Terre-Neuve-et-Labrador et au Nouveau-Brunswick. En outre, les événements géopolitiques récents et la progression du sentiment protectionniste ont accru les préoccupations entourant les relations internationales et la stabilité commerciale. Les accords commerciaux importants pour le Canada et la région de l'Atlantique, comme l'ALENA, l'accord commercial Asie-Pacifique et l'accord le bois d'œuvre résineux, font face à un avenir incertain. De nombreux secteurs canadiens se tiennent prêts à voir de possibles barrières commerciales (droits de douane) à l'accès au marché américain. Ces facteurs de risque, au même titre que les faibles perspectives pour les prix des produits de base, ont inévitablement une incidence sur les entreprises dans la mesure où ces dernières prennent des décisions en matière d'investissement et d'embauche.

Les répercussions sur le marché du travail sont potentiellement importantes, dans la mesure où environ un emploi sur six dans l'ensemble du pays est directement ou indirectement lié aux exportations. Ce problème pourrait constituer un risque plus élevé pour les petites collectivités du Canada atlantique, compte tenu du fait qu'une part plus importante d'employés, de l'ordre de deux fois plus que dans les centres urbains, travaillent dans des secteurs axés sur les exportations (p. ex., l'agriculture et la fabrication). Les employeurs touchés par les modifications radicales des conditions commerciales pourront être contraints d'ajuster leurs effectifs et leurs activités en conséquence.

Fossé entre zones rurales et zones urbaines

Le Canada atlantique comporte l'une des plus importantes populations rurales du monde industrialisé. Les résultats plus faibles de la région en matière économique et de marché du travail lorsqu'on les compare au reste du Canada proviennent en grande partie des mauvais rendements constatés dans les zones rurales. L'emploi dans les centres de population principaux au Canada atlantique a progressé de 41 200 entre 2011 et 2016. En comparaison, l'emploi dans les petits centres de population et les zones rurales a diminué d'un nombre semblable (41 300 emplois) au cours de la même période. Bien qu'il n'existe pas d'écarts importants en matière de rendement entre les centres de population du Canada atlantique et le reste du pays, il existe un écart plus important de prospérité entre le Canada atlantique rural et les zones rurales dans le reste du pays. Par exemple, en 2016, le taux de chômage dans les zones rurales du Canada atlantique s'élevait à 14,4 %, alors qu'il représentait 7,6 % dans les régions rurales du reste du pays. Ces tendances divergentes reflètent la concentration des pertes d'emploi dans le secteur primaire orienté vers les exportations et le secteur de la

fabrication lié aux ressources dans les collectivités rurales. En outre, l'émigration chronique des segments les plus jeunes de la population modifie la composition de la population active dans les zones rurales du Canada atlantique et exerce une pression accrue sur le bassin de travailleurs disponibles dans ces zones. Des propositions récentes du Conseil consultatif sur l'économie désignent des groupes démographiques tels que les populations autochtones, les salariés à faible revenu, les femmes ayant de jeunes enfants et les Canadiens âgés de 55 à 69 ans comme des ressources sous-exploitées pouvant compléter le bassin de main-d'œuvre disponible si le gouvernement trouvait les moyens d'intégrer un plus grand nombre de personnes issues de ces groupes au marché du travail.

Défis fiscaux

La hausse des niveaux d'endettement des gouvernements provinciaux continuera de poser une gamme de défis pour la région de l'Atlantique. En 2015-2016, le ratio de la dette nette au PIB dans les provinces de l'Atlantique s'élevait à 39,8 %, ce qui est considérablement plus élevé que le ratio de 30,7 % enregistré en 2011-2012. Cela signifie qu'une part croissante des recettes des gouvernements provinciaux sont allouées au service de la dette, possiblement au détriment des programmes et services. À l'exception de Terre-Neuve et Labrador, les gouvernements provinciaux dans l'ensemble de la région ont réalisé des progrès en vue de réduire leurs déficits respectifs et revenir à l'équilibre. Le résultat de ces déficits plus faibles tient toutefois au fait qu'il pèse un fardeau fiscal plus lourd sur les ménages et les entreprises de l'ensemble de la région. En plus d'avoir le taux de taxe de vente le plus élevé au pays, les provinces de l'Atlantique ont également les impôts sur le revenu des entreprises et des particuliers les plus élevés. Les impôts sur le revenu des particuliers sont particulièrement élevés au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. De manière générale, les conséquences sur le marché du travail d'impôts élevés sur le revenu sont que les employeurs de la région ont de plus en plus de mal à attirer et conserver des employés. Cela complique le traitement des pénuries de main-d'œuvre, particulièrement en ce qui concerne certains emplois plus qualifiés et bien rémunérés. Des impôts sur le revenu des entreprises élevés par rapport au reste du pays compliquent également l'attraction d'investissements et d'emplois dans la région.

Remarque : *Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.*

Préparé par *: Direction de l'analyse du marché, Service Canada, Nouvelle-Écosse*
Pour de plus amples informations*, veuillez contacter l'équipe de l'IMT à : NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca*

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2017, tous droits réservés